



CONSEIL DES MINISTRES D'IMPORTANTES DOSSIERS SUR LA TABLE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Page 16

**AFFAIRE DE L'ASSASSINAT
DE DJAMEL BENSMAIL**

**94 ACCUSÉS
DEVANT
LE JUGE**

Page 16

MIDI

ISSN : 1112-7449

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4864 | Lundi 16 octobre 2023 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

FEUX DE FORÊTS

**54 INCENDIES
MAÎTRISÉS
EN 24H**

Page 4

LES MAINS OCCIDENTALES SONT AUSSI SANGLAN TES QUE CELLES D'ISRAËL

LE CARNAGE SE POURSUIT À GHAZA



Pages 2 et 3

**DÉBAT SUR LA DÉCLARATION
DE POLITIQUE GÉNÉRALE
DU GOUVERNEMENT
BENABDERRAHMANE
RÉPOND
AUX DÉPUTÉS**

Pages 4 et 5

**MATCH AMICAL : ÉGYPTE VS ALGÉRIE
AUJOURD'HUI À 17:00**

**COMME
AU BON VIEUX
TEMPS**

Page 16



**● L'ALGÉRIE ABRITERA TOUS LES MATCHS DE
LA SÉLECTION PALESTINIENNE DE FOOTBALL**

POLITIQUE PUNITIVE
ISRAËLIENNE**L'administration pénitentiaire harcèle les prisonniers palestiniens**

Le club du prisonnier palestinien a révélé que l'administration pénitentiaire a imposé des mesures d'isolements contre les détenus palestiniens dans les geôles de l'occupation, ainsi qu'une série des punitions abusives, depuis le 7 octobre 2023. Dans un communiqué de presse publié hier dimanche, «le club du prisonnier a mis en lumière que l'administration pénitentiaire a informé les détenus palestiniens des mesures punitives ordonnées par l'armée de l'occupation.» Il a expliqué les autorités de l'occupation ont imposé un isolement supplémentaire aux prisonniers palestiniens, depuis le 7 octobre, à différents niveaux, dans le cadre d'une série de mesures de représailles prises contre eux par l'occupation dans le cadre d'un crime (punition collective), notamment: le retrait de toutes les chaînes de télévision spécifiques aux détenus, l'arrêt des visites des avocats et de leurs familles, en plus de l'augmentation des appareils de brouillage, ainsi que le fait que les enfants et les prisonnières ainsi que les patients de la prison de Ramla ne puissent plus communiquer avec leurs familles par téléphone, ainsi que l'obstruction du travail des institutions de surveillance compétentes en matière de droits des détenus. Le club du prisonnier a également souligné qu'il y a des craintes sérieuses quant à la vie des détenus palestiniens, à la lumière des mesures punitives à leur encontre.

Les mesures punitives sont les suivants :

- La fermeture des sections des prisons de l'occupation israélienne.
- Le retrait des canaux des télévisions dans les cellules des prisonniers.
- L'arrêt des visites des familles des prisonniers.
- L'annulation des visites des avocats.
- La privation de l'électricité et de l'eau dans les sections des prisonniers.
- La privation des durées permises dans la cour de la prison.
- La négligence médicale.
- Les incursions agressives menées par les forces de répressions dans les sections des prisons, tels que celle de Damon, de Néguev et de Megiddo.
- Conformément à un ordre militaire, l'occupation a décidé d'augmenter la durée de détention des détenus de 96 heures à 8 jours et d'interdire à tous les détenus de rencontrer un avocat pendant les quatre premiers jours de détention.
- En vertu d'un ordre du ministre de l'armée israélienne, Gallant, daté du 8 octobre 2023, les détenus palestiniens de la bande de Gaza sont considérés comme des combattants illégaux en vertu de la "loi sur les combattants illégaux" de 2002. L'ordre 3 (A - B) prévoit la détention des détenus de la bande de Ghaza dans un camp appelé Sadit Yaman, un camp de l'armée près de Beer Al-Saba', et cela pour une période de 10 semaines à compter de sa date, ce qui est contraire au droit international humanitaire qui stipule que les combattants détenus sont des prisonniers de guerre.

R. N.

AGRESSION SIONISTE À GHAZA

Une réunion ministérielle d'urgence de l'OCI à Djeddah

Le Comité exécutif de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) tiendra, après demain mercredi à Djeddah, une réunion extraordinaire d'urgence au niveau ministériel pour discuter de l'agression sioniste dans la bande de Ghaza et de la détérioration de la situation humanitaire en Palestine.

PAR CHAHINE ASTOUATI

La réunion extraordinaire devrait se tenir au siège du Secrétariat général de l'OCI à Djeddah à l'invitation du Royaume d'Arabie saoudite, président du Sommet islamique lors de sa session en cours et président du Comité exécutif de l'Organisation de la coopération islamique.

Samedi, le Secrétariat général de l'OCI avait exprimé son rejet et sa condamnation absolus des appels de l'occupation sioniste au déplacement forcé du peuple palestinien et des tentatives de transférer la crise humanitaire exacerbée par l'occupation vers les pays voisins.

L'Organisation avait aussi fermement condamné l'empêchement de l'arrivée de fournitures médicales et de secours ainsi que de produits de première nécessité dans la bande de Ghaza, considérant ce la comme « une punition collective et une violation flagrante du droit international humanitaire ».

Elle avait également renouvelé son appel à la communauté internationale pour qu'elle agisse d'urgence et prenne des mesures efficaces pour mettre fin à toutes les formes d'agression sioniste contre le peuple palestinien, soulignant la nécessité de fournir des couloirs humanitaires pour fournir les services de base à la population



de la bande de Ghaza.

Médecins sans frontières craint l'extermination des citoyens

Médecins sans frontières a exhorté l'occupant sioniste à « faire preuve d'un minimum d'humanité » dans son agression militaire en cours contre la bande de Ghaza, notant que la situation dans la bande est « inacceptable ».

L'organisation a déclaré dans un communiqué qu'elle craignait « l'extermination » de ceux qui ne pouvaient pas fuir le nord de la bande de Ghaza, comme les malades, les blessés et le personnel médical, après que l'armée d'occupation israélienne a appelé les citoyens palestiniens à quitter la zone vers le sud de Ghaza.

Elle a ajouté : « Alors que l'armée israélienne bombarde sans retenue la bande de Gaza depuis une semaine, nous appelons

à un minimum d'humanité. »

L'organisation a déclaré que l'avertissement d'évacuation émis par Israël à 1,1 million d'habitants du nord de Ghaza, dans « une zone déjà densément peuplée, avec de graves difficultés à obtenir de la nourriture, de l'eau et des soins de santé, est déraisonnable et inacceptable. »

Elle a poursuivi : « Nous sommes très préoccupés par le sort de ceux qui ne pourront pas bouger, comme les blessés, les malades et le personnel médical, dont nous craignons qu'ils soient exterminés à la lumière des déclarations faites par les autorités militaires israéliennes. »

L'organisation, a appelé à l'établissement de zones de sécurité dans le nord de la bande de Ghaza et à un cessez-le-feu.

Elle a ajouté : « Nous demandons également la possibilité de fuir par le terminal de Rafah pour ceux qui le souhaitent, sans préjudice du droit au retour. »

C. A.

Deux millions citoyens à Ghaza risquent de mourir de manque d'eau

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a averti que plus de deux millions de citoyens de la bande de Ghaza courent le risque de manquer d'eau, ce qui met leur vie en danger.

Le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a déclaré : « L'eau est devenue une question de vie ou de mort. Il est essentiel que du carburant soit livré à Ghaza pour approvisionner en eau deux millions de personnes. »

Dans un communiqué de presse, l'UNRWA a mis en lumière l'interdiction d'accès à Ghaza pour les fournitures humanitaires depuis une semaine, mentionnant que l'eau potable s'épuisait dans la zone après que la station d'eau et les réseaux d'eau publics aient cessé de fonctionner.

Lors de dernières 12 heures, l'UNRWA a souligné que des centaines de milliers de civils palestiniens ont été déplacés, soulignant que cette vague de déplacements se poursuit alors que les gens se déplacent vers la partie sud de la bande de Ghaza. En une semaine, le nombre de déplacés a atteint près d'un million.

L'UNRWA a appelé les autorités d'occupation israéliennes à protéger tous les civils hébergés dans ses installations dans toute la bande de Ghaza, y compris ceux du nord de la bande et de la ville de Ghaza. Malgré l'évacuation de plus d'un million de citoyens du nord de Ghaza au sud de la bande, mais un grand nombre des civils n'ont pas pu partir et évacuer leurs maisons et ils ont besoin d'une protection, selon l'UNRWA.

R. N.

PALESTINE OCCUPÉE

La mosquée El-Aqsa à nouveau profanée

Les colons extrémistes ont de nouveau profané hier dimanche la mosquée Al-Aqsa, dans la ville sainte d'El-Qods occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne, Wafa. Selon cette source, des dizaines de colons extrémistes ont profané la mosquée Al-Aqsa et ont mené des actes de provocation. Troisième site le plus saint de l'islam, la mosquée Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et les agents de police sionistes.

Ces actes visent à judaïser la ville d'El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

R. N.

LES MAINS OCCIDENTALES SONT AUSSI SANGLANTES QUE CELLES D'ISRAËL

Le carnage se poursuit à Ghaza

Les pays occidentaux face au risques de complicité de crimes de guerre, crimes contre l'humanité.

PAR IDIR AMMOUR

Si leur soutien sans faille à leur allié historique où des crimes sont commis n'est pas inédite, le débat quant à l'engagement de leur responsabilité pénale pour complicité de crimes de guerre, crime contre l'humanité et génocide a récemment pris de l'ampleur au regard notamment du conflit actuel en Palestine, où certaines voix de personnalités, responsables politiques et même des populations sont remontée durant leurs marches de soutiens à travers les quatre points cardinaux.

Dans ce cas là, comment la justice internationale statue-t-elle sur la "complicité dans ces crimes de guerre et crimes contre l'humanité ? En attendant de mettre fin à la politique de l'autruche, les pays occidentaux, États-Unis en tête, continuent à faire des institutions internationales, des outils qu'ils manipulent comme ils leur semblent défiant même les règles internationales établies."

Cette fois-ci encore, ils soutiennent la barbarie de plus de 500 enfants tués à Gaza et 1 600 autres blessés depuis le début des hostilités le 7 octobre selon l'Unicef. La situation actuelle selon la même source pourrait entraîner une catastrophe humanitaire en raison de la violence qui sévit depuis plusieurs jours. Malgré cela, ils affichent même un soutien sans faille à leur allié historique.



À ce titre, le Président Joe Biden et les dirigeants des pays alliés, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne, ont fait une déclaration commune exprimant à nouveau leur soutien à Israël et une "condamnation sans équivoque" du Hamas et de ses "effroyables actes de terrorisme".

Les soutiens s'élargissent aussi à travers l'Europe, où les Premiers ministres grec, roumain et bulgare étaient réunis. Ils ont condamné sans équivoque les attaques du Hamas contre Israël lors d'un sommet tri sans pour l'instant en faire autant au sujet des bombardements en cours à Gaza. Mais pas que ça, les soutiens ne se limitent pas aux déclarations puisqu'après l'envoi d'un porte-avions, l'un des plus gros de la flotte américaine, les États-Unis vont ainsi envoyer un second porte-avions en Méditerranée orientale "pour dissuader les actions hostiles contre Israël ou tout effort visant à élargir cette guerre suite à l'attaque défensive et légitime du Hamas", a déclaré samedi le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin.

L'USS Eisenhower et ses navires d'escorte rejoindront un premier porte-avions – l'USS Gerald R. Ford – déployé dans la région après l'attaque sanglante du Hamas contre Israël le 7 octobre. Ce déploiement montre "l'engagement sans faille de Washington en faveur de la sécurité d'Israël et notre détermination à dissuader tout acteur étatique ou non étatique cherchant à intensifier cette guerre", a ajouté M. Austin dans un communiqué. Les États-Unis ont également commencé dimanche à envoyer de l'aide militaire à Israël avec de nouvelles munitions, et mis en garde ses voisins contre une extension du conflit.

Pour les dirigeants arabes, n'est-il pas temps pour eux de mettre fin aux divisions persistantes qui agitent la région ? Car, la Palestine doit voir ses besoins légitimes de sécurité se concrétiser et les Palestiniens doivent voir se réaliser une perspective claire pour la création de leur propre État.

I. A.

SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

Manifestations dans plusieurs États américains

Les manifestations se sont poursuivies samedi aux États-Unis d'Amérique, pour dénoncer l'agression israélienne contre le peuple Palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Dans la capitale américaine, Washington, une manifestation et un stand massifs ont été organisés devant la Maison Blanche, avec la participation de membres de la communauté palestinienne, des communautés arabe et islamique et de ceux qui sont solidaires avec le peuple Palestinien.

Des manifestations massives ont également été organisées à New York, devant le siège des Nations Unies, à Miami, en Floride et dans plusieurs États américains. Les participants aux manifestations ont haussé le drapeau palestinien et des banderoles, pour dénoncer l'agression contre la bande de Gaza, exigeant la fin des crimes commis contre le peuple Palestinien sans défense.

R. N.

500 enfants tués à Ghaza en une semaine

Un responsable de l'UNICEF a annoncé que 500 enfants ont été tués à Ghaza et 1 600 autres blessés depuis le début des hostilités le 7 octobre. Ces déclarations ont été faites par Salim Oweis, chargé de communication du bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, lors d'une entrevue accordée au site "Onu info" (United Nations news) vendredi dernier. Salim Oweis a souligné que ce bilan risque de s'alourdir dans les heures et les jours à venir. Il a décrit la situation dans la bande de Gaza comme étant "très critique" et a averti qu'elle pourrait devenir "catastrophique" si elle persiste. Selon Salim Oweis, la situation actuelle pourrait entraîner une catastrophe humanitaire en

raison de la violence qui sévit depuis plusieurs jours. Il a souligné que les répercussions de cette guerre sur les familles et les enfants ne se limitent pas aux pertes en vies humaines, mais incluent également des conséquences psychologiques causées par les coupures d'eau et d'électricité dans la bande de Gaza. Il a également mentionné l'impact de cette situation sur les hôpitaux, notant que certains d'entre eux disposent de carburant pour fonctionner "seulement pendant quelques jours". Il a ajouté que "le risque pour les enfants d'être exposés à des maladies augmente considérablement" en raison des dommages causés aux réseaux d'eau potable et d'assainissement.

R. N.

AU 9^e JOUR DE L'AGRESSION

47 familles ont été totalement radiées de l'État civil

PAR RACIM NIDHAL

La machine de guerre israélienne a commis des massacres dans diverses zones de la bande de Ghaza, depuis le début de l'agression de l'occupation contre la bande de Ghaza, depuis le 7 octobre dernier, au cours desquels 47 familles ont été complètement tuées. Le correspondant de l'agence palestinienne *Wafa*, citant des hôpi-

taux de la bande de Gaza, a rapporté que plus de 47 familles, dont 500 citoyens, ont été complètement radiées de l'état civil, à la suite de l'occupation qui a commis des massacres en bombardant des maisons sur la tête de leurs habitants, dans un certain nombre de cas des villes et des camps de la bande de Ghaza.

L'agression israélienne se poursuit pour le neuvième jour consécutif avec de violents

bombardements d'avions de guerre, de cuirassés, de canonnières et d'artillerie d'occupation, ciblant des maisons, des tours et des bâtiments résidentiels, faisant des centaines de martyrs et de blessés parmi les civils, en plus de détruire des lieux publics et privés. La propriété et les infrastructures, et la destruction des places résidentielles.

R. N.

CHEF DU HAMAS

Ismail Haniyeh rencontre le MAE iranien

Ismail Haniyeh, chef du mouvement politico-militaire palestinien Hamas, a rencontré dans la soirée de ce samedi l'Iranien Hussein Amirabdollahian, ministre iranien des Affaires Étrangères, comme en témoignent des vidéos obtenues par l'agence de presse d'Etat IRNA.

Cette rencontre est une preuve de plus que Téhéran ne suit pas les bras croisés le génocide dont est victime le peuple palestinien à Ghaza depuis le 7 de ce mois. Téhéran avait déjà relevé que sa réaction dépendrait des actions que mènerait à Gaza l'armée d'occupation israélienne depuis la spectaculaire attaque du Hamas.

Nous apprenons par ailleurs qu'une frappe aérienne israélienne a visé l'aéroport d'Alep, ville du nord de la Syrie, à peine quelques jours après des frappes similaires sur les aéroports d'Alep et de Damas.

Les médias d'État syrien ont également confirmé la frappe, la télévision d'État faisant état d'une "agression israélienne ciblant l'aéroport international d'Alep".

Des raids israéliens avaient déjà visé jeudi les aéroports de la capitale syrienne Damas et d'Alep, les mettant hors service, selon les médias officiels.

Les frappes de samedi surviennent quelques heures après que l'aéroport d'Alep a rouvert, le mettant à nouveau hors service, selon l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Les aéroports de Damas et d'Alep ont déjà été visés à plusieurs reprises.

Enfin, Ismaïl Haniyeh, a demandé ce samedi aux Palestiniens de refuser leur "déplacement" au sein de la bande de Gaza ou depuis ce territoire vers l'Égypte voisine, alors que l'armée israélienne pilonne depuis plusieurs jours Gaza et appelle les civils à évacuer sa partie nord.

Lors d'un discours télévisé réalisé à Doha, où il est basé, M. Haniyeh a qualifié l'attaque du 7 octobre contre Israël depuis la bande de Gaza de "frappe stratégique" qui contribuerait à "notre libération".

R. N.

Le bilan grimpe à 2 384 martyrs et 10 150 blessés

"Au moins 2 384 Palestiniens sont tombés en martyrs et 10 150 autres ont été blessés, dans l'agression sioniste en cours contre la bande de Ghaza et la Cisjordanie occupées, a rapporté l'agence de presse palestinienne (*Wafa*) hier dimanche", citant des sources médicales.

En riposte aux crimes de l'occupation sioniste, ses exactions à l'encontre du peuple palestinien et les assauts répétitifs contre la Mosquée d'Al-Aqsa, la résistance palestinienne a lancé samedi 7 octobre à l'aube, depuis Ghaza, une opération baptisée « Déluge d'Al-Aqsa ».

R. N.

39^e SESSION DU CONSEIL DES
MINISTRES ARABES DE JUSTICE**Plusieurs propositions de l'Algérie à l'ordre du jour**

"L'Algérie participe, les 15 et 16 octobre à Bagdad (Irak), aux travaux de la 72^e réunion du Bureau exécutif et de la 39^e session du Conseil des ministres arabes de la Justice", a indiqué hier un communiqué du ministère de la Justice.

"Le Secrétaire général du ministère de la Justice participe, au nom du ministre de la Justice, garde des Sceaux, vice-président du Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la Justice, M. Abderrachid Tabi, aux travaux de la 72^e réunion du Bureau exécutif et de la 39^e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, prévus les 15 et 16 octobre 2023 à Bagdad (Irak)", lit-on dans le communiqué. Lors des travaux, les participants se pencheront sur des questions importantes, dont la lutte antiterroriste et la criminalisation du paiement de rançons aux terroristes (proposition algérienne), et passeront en revue la convention arabe de protection des données personnelles (proposition algérienne) et la convention arabe de lutte contre la corruption, selon la même source. Il sera également question de "l'harmonisation des législations arabes à travers l'examen de projets de lois directrices relatifs à la loi directrice arabe contre l'enrôlement d'enfants dans les conflits armés (proposition algérienne), la loi directrice arabe contre le discours de haine et la loi arabe unifiée de lutte contre les drogues et les psychotropes, outre l'examen de la question de la relation entre le Centre arabe de recherche juridique et judiciaire et le Conseil des ministres arabes de la Justice", conclut le communiqué.

**ÉCHANGES COMMERCIAUX
AUX FRONTIÈRES****L'Algérie et la Tunisie veulent les renforcer**

La première rencontre algéro-tunisienne pour le renforcement des échanges commerciaux au niveau des zones frontalières s'est ouverte hier au niveau de la wilaya d'El Tarf. Cette rencontre qui regroupe des experts Algériens et Tunisiens mais aussi des responsables locaux des wilayas d'El Tarf et de Jendouba (Tunisie) aborde également le volet du développement économique dans ces régions frontalières. "Le wali d'El Tarf, M. Mohamed Meziane a reçu hier matin au siège de la wilaya d'El Tarf les délégations des deux pays qui participeront à cette rencontre d'une durée de deux jours", a assuré un communiqué de la wilaya.

FEUX DE FORÊTS**54 incendies maîtrisés en 24h**

"Ô", a assuré hier un communiqué de la Protection Civile. D'après la même source, ces incendies enregistrés durant la journée d'hier samedi, les wilayas de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Jijel, Skikda, Mila, Bouira, Souk Ahras et Sétif. Des dispositifs de surveillance sont toujours en place à travers plusieurs wilayas.

R. N.

LE PREMIER MINISTRE DÉNONCE LA SPÉCULATION ET LA FRAUDE:

« Il est anormal qu'on importe des légumineuses »

Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane a déploré dans son discours à l'APN l'échec de certains projets pilotes agricoles censés protéger la production agricole nationale. Selon "il est anormal qu'on continue toujours à importer des légumineuses des marchés extérieurs alors que nous disposons de capacités productives dans cette filière."

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le chef de l'exécutif n'a pas tari d'éloges sur un secteur agricole dont il est attendu un saut qualitatif à l'avenir. Dans ses réponses aux députés sur la question brûlante de la spéculation et la flambée des prix de certaines denrées alimentaires, il a réitéré "les engagements de l'État à lutter contre ce phénomène de spéculation avec tous les dispositifs apportés." Il dénonce même "ces tentatives visant à déstabiliser le marché alors que l'État a fixé les marges sur les produits à large consommation dont les légumineuses." Face à ces dispositifs qui vont



"corriger" la situation du marché, les importations massives en ces produits pour les besoins de la consommation ne sont pas une priorité même s'il y a eu levée sur les restrictions sur certaines importations. L'une des mesures urgentes prises par le gouvernement est la consécration de 150.000 hectares supplémentaires pour la relance de la culture des produits de légumes secs. Ces projets seront opérationnels d'ici peu face aux besoins en la matière et surtout la consommation en ces produits qui sont habituellement très prisés durant la période hivernale. Les pouvoirs publics ont réagi dès la fin de l'été en "évaluant les capacités de stockage de ces matières." Le Premier ministre a annoncé de ce fait que "des centres de

stockage de ces produits seront créés prochainement" et qu'il "n'y aura pas de retour en arrière sur des importations de produits qui se font localement." Autrement dit, les importations anarchiques sont bel et bien finies sur ces produits qui ont nourri la spéculation et la flambée des prix pour une longue période. Ce stock stratégique est valable pour 12 mois selon le chef de l'exécutif qui annonce également que "les réseaux de distribution seront réorganisés et le nombre des intermédiaires sera très limité afin d'éviter les flambées de prix." "Nous allons en finir avec toutes les perturbations que connaît l'approvisionnement du marché national avant la fin du mois de décembre prochain" a résumé le Premier ministre aux parlementaires qui s'inquiétaient sur les courbes anormales des indices de prix revus toujours à la hausse.

F. A.

SUIVRE LES PROPOSITIONS DES DÉPUTÉS

Installation d'une équipe spéciale

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, samedi soir, "l'installation d'une équipe spéciale au niveau des Services du Premier ministre, chargée de suivre toutes les interventions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement en vue d'appliquer le contenu des propositions." Répondant aux questions et préoccupations des députés, lors du débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, Benabderrahmane a annoncé sa décision d'installer une équipe spéciale au niveau des Services du Premier ministre, "chargée de suivre les interventions des membres de l'APN concernant la Déclaration de politique générale du Gouvernement et lui soumettre les rapports exhaustifs y afférents pour permettre au Gouvernement d'appliquer le contenu des propositions et de corriger les points objet de consensus." Le Premier ministre a salué, l'intérêt porté par les députés à la Déclaration de politique générale du Gouvernement, ces derniers "étant parvenus en très peu de temps à s'enquérir de ses moindres petits détails", ce qui s'est reflété sur "la qualité de plusieurs interventions marquées par la précision dans l'analyse."

R. N.

IMPORTATION DU POULET BRÉSILIEN

Le président du CNIFA réagit

Après la viande rouge, l'Algérie va importer du poulet certifié halal en provenance du Brésil. Selon les informations publiées par le ministère de l'agriculture et de l'élevage du Brésil jeudi, "la conclusion des négociations entre son pays et l'Algérie sur le sujet a été achevée après l'examen des certificats et des audits qui ont appuyé l'analyse et l'établissement des exigences en matière de mesures phytosanitaires."

"C'est un grand marché que le Brésil tente d'ouvrir depuis plus de dix ans, une grande victoire pour le secteur avicole", a déclaré Tamer Mansour, secrétaire général de la chambre de commerce arabo-brésilienne. Puis il a ajouté : "Je suis sûr que le Brésil saura parfaitement

répondre au marché algérien exigeant." À propos de cette décision, Moumen Kali, le président du conseil national interprofessionnel de la filière avicole (Cnifa), nous a déclaré : "On n'est pas contre, car on a tous constaté et signalé même qu'il y a un manque sur le marché national. Oui, donc pour une importation mais selon le manque enregistré."

On ne peut pas importer de grandes quantités sans tenir compte de la production nationale. "On ne voit pas d'inconvénient à importer du poulet afin de combler le manque sur le marché, mais il ne faut pas négliger aussi le sort des 40.000 à 50.000 éleveurs et les répercussions que cela peut avoir sur eux."

R. N.

ALGÉRIE-VIETNAM

Tenue de la 12^e commission mixte

"La 12^e session de la commission mixte algéro-vietnamienne se tiendra du 16 au 18 octobre à Hanoï (Vietnam), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique. Présidée du côté algérien par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, et du côté vietnamien par le ministre de la Construction, Nguyen Van Thang, la commission aura à examiner les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays", ajoute le communiqué. "La rencontre constitue pour les deux parties une occasion d'évaluer la coopération bilatérale et d'examiner les nouvelles perspectives de partenariat et d'investissement, en vue de donner un nouveau souffle aux relations bilatérales."

En marge de la tenue de la commission mixte, le ministre présidera les travaux du Forum des hommes d'affaires algéro-vietnamien.

La visite qui s'inscrit dans "le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, notamment dans le domaine commercial", sera également une occasion "pour conclure des accords de coopération dans plusieurs domaines", précise la même source.

R. N.

DÉBAT SUR LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Aïmene Benabderrahmane répond aux députés

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a indiqué, samedi soir, que les perturbations d'approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation seront éliminées "avant la fin de l'année", affirmant la prise de toutes les mesures visant à juguler l'inflation importée et lutter contre la hausse des prix qu'il a qualifiée de "conjoncturelle".

PAR LAKHDARI BRAHIM

Répondant aux préoccupations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, lors d'une plénière présidée par le président de l'Assemblée, Brahim Boughali en présence de membres du Gouvernement, le Premier ministre a souligné que des mesures ont été prises sur le terrain dans le but de maîtriser le réseau de distribution des produits de large consommation qui comprend douze (12) produits alimentaires de base, affirmant que "les perturbations d'approvisionnement du marché seront éliminées avant le 31 décembre." "L'élaboration du projet de décret exécutif définissant les marges bénéficiaires maximales des légumineuses, du riz et des autres produits alimentaires de large consommation a été parachevée, l'objectif de ce texte étant de mettre en place les mécanismes juridiques à mêmes de protéger le consommateur et de moraliser les pratiques commerciales en vue de maintenir l'approvisionnement régulier du marché", a poursuivi le Premier ministre. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à réaliser l'autosuffisance en produits de large consommation, Benabderrahmane a rappelé que des mesures spécifiques avaient été prises pour relancer le secteur des légumineuses à travers l'expansion de la superficie qui leur est consacrée à 150.000 hectares et l'orientation de 34 fermes pilotes d'une superficie totale de 37.700 hectares vers la production exclusive de légumineuses, en parallèle avec la décision du Gouvernement de "constituer un stock de sécurité équivalent à 12 mois de consommation nationale de légumineuses". Concernant l'augmentation des capacités de stockage des céréales, Benabderrahmane a déclaré que 331,5 milliards de DA avaient été alloués pour la réalisation de 30 silos et 350 centres de stockage de proximité dans le cadre de l'effort visant à augmenter les capacités de stockage à 9 millions de tonnes et à porter les réserves stratégiques de céréales à 9 mois de la consommation nationale. Sur la régulation et l'encadrement du marché pour assurer la stabilité des prix, le Premier ministre a affirmé que la hausse des prix est "conjoncturelle", saluant les efforts de l'Etat dans ce sens visant à trouver des solutions pour intégrer les com-



merçants de l'informel dans les marchés non exploités au nombre de 622 sur un total de 1502 marchés de détail au niveau national. Par ailleurs, pour lutter contre l'inflation importée, l'une des principales raisons de l'inflation en Algérie, la Banque d'Algérie a pris une série de mesures dont le taux de change nominal, "en ce que le taux de change réel nominal augmenté de 8,1% sur une base annuel en juillet 2023, a contribué à la réduction de l'inflation importée", a relevé le Premier ministre qui a précisé que cette hausse de la valeur du dinar a été réalisée à la faveur de la bonne performance des principaux indicateurs économiques en Algérie notamment le solde positif continu de la balance des paiements.

Le climat des affaires et l'investissement

Évoquant le climat des affaires et l'investissement, le Premier ministre a indiqué les guichets de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement ont enregistré jusqu'au 30 septembre, 3.734 projets pour un montant déclaré de plus de 1.951 milliards de DA, (12 milliards de dollars), sans oublier l'engagement de créer près de 94.000 postes d'emploi permanents et directs. Il s'agit également de 103 projets enregistrés au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers.

Il a également affirmé, à cet égard, que le nombre de projets qui seront effectivement réalisés devrait doubler, déclarant que "nous envisageons à l'avenir le lancement de plus de 10.000 projets d'investissement par an. Les résultats seront visibles sur le terrain en début 2024." Pour la non promulgation des textes d'ap-

plication relatifs au code des marchés publics, le Premier ministre a indiqué que "les textes ont été élaborés et qu'ils se trouvent actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement".

90.000 agriculteurs touchés par la sécheresse dans 34 wilayas

Concernant le secteur agricole, notamment la filière des viandes rouges, le Premier ministre a expliqué au sujet de l'élevage du bétail, que les résultats du recensement mené, pour la première fois en 2022-2023, par l'Etat, ont montré une diminution de ce cheptel à 21,7 millions de têtes, dont 17,3 millions de têtes ovines. Afin de garantir la stabilité et le développement du secteur des viandes rouges, il a rappelé les mesures prises, dont l'ouverture de l'importation de viande bovine et ovine avec une réduction des droits de douane de 30% à 5% afin d'assurer la disponibilité de ces viandes et d'en réguler le prix. Concernant la stabilité et le développement de la filière des viandes blanches, le Premier ministre a affirmé que l'Etat avait pris des mesures pour renforcer la disponibilité du produit en "lançant un appel d'offres pour importer une quantité limitée" de viandes blanches et d'œufs d'incubation, et "avoir, ainsi, un stock stratégique en prévision du prochain mois de Ramadan." Par ailleurs, le Premier ministre a rappelé les mesures exceptionnelles prises par le Président de la République pour indemniser les agriculteurs touchés par les effets de la sécheresse et des changements climatiques enregistrés dans certaines wilayas en mai dernier. "Par solidarité avec les agriculteurs afin de préserver leurs revenus et d'éviter une détérioration de

leurs conditions sociales qui pourrait entraver le succès du lancement de la saison agricole 2023-2024, le Gouvernement a pris des mesures concrètes pour recenser les personnes touchées, et les résultats préliminaires ont permis de recenser 90.000 agriculteurs dans 34 wilayas, avec une superficie sinistrée estimée à 1,2 million d'hectares et un déficit hydrique de 90% dans la plupart des wilayas du nord du pays", a poursuivi le Premier ministre. Dans le domaine du commerce, et en ce qui concerne les mesures de régulation et d'assainissement des importations, Benabderrahmane a expliqué que le nombre d'intervenants dans l'importation de marchandises destinées à la vente au détail avait diminué pour atteindre 14.858 intervenants, alors qu'il était supérieur à 43.000 avant 2022, "sans toucher aux besoins du marché national et aux consommateurs". Benabderrahmane a donné pour preuve de "la non-limitation des importations", les statistiques du commerce extérieur pour les huit premiers mois de cette année qui indiquent une augmentation de la valeur totale des importations de 10,38 %, tandis que les importations d'intrants destinés aux secteurs d'activité tels que les équipements agricoles (+29,77%) et industriels (+37,3%) ont enregistré des augmentations significatives, en sus des produits de consommation non alimentaires (+24,85%).

Dégel définitif des promotions dans la Fonction publique

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, hier, que "sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été décidé de lever, de manière définitive, le gel des promotions dans la Fonction publique, ce qui permettra à 280.000 fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté, d'en bénéficier." Le Premier ministre qui répondait aux interrogations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, a expliqué que cette opération à laquelle un budget de 29,6 milliards de dinars a été alloué, se fera progressivement sur trois ans (2023, 2024, 2025), à raison de 100.000 promotions par an. Cette décision vise à rattraper le retard enregistré depuis 9 ans. Benabderrahmane a souligné que le retour au processus ordinaire des promotions dans la Fonction publique "se fera à l'horizon 2026, en fonction des plans des ressources humaines."

L. B.

Boughali salue le "haut niveau" du débat

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a salué samedi soir le "haut niveau" des interventions des députés lors du débat sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement.

Dans son allocution au terme des réponses du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane aux préoccupations des députés concernant la Déclaration de politique générale du Gouvernement, M. Boughali a indiqué que les interventions "se sont démarquées par un haut niveau,

révélant, ainsi, le véritable niveau de la composante de cette Assemblée qui regorge de compétences capables d'apporter une plus-value à l'Algérie."

Il s'est également félicité du rôle des présidents des groupes parlementaires pour leurs "efforts et leur souci de promouvoir l'action parlementaire et la coordination permanente".

Après avoir évoqué l'absence de députés lors de certaines séances de ce débat, M. Boughali a souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

"attend beaucoup du Parlement", ajoutant que le président, en qualifiant ce parlement d'"intègre et honnête", voulait "encourager les députés et les inciter à être au diapason du processus de relance et de renouveau". M. Boughali a exprimé ses remerciements et sa gratitude au président de la République, affirmant que "son message est clair" et que tous les députés œuvreront ensemble à "concrétiser son contenu dans le cadre de ses orientations clairvoyantes, au service de notre patrie".

R. N.

MIDI

ÉCONOMIE

« L'ACCORD CÉRÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME (1^{ère} partie)

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse – soit parfaitement saines – notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme qu'en mépris profond et qu'en absence de morale.



« L'ACCORD CÉRÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME (1^{ère} partie)

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse – soit parfaitement saines – notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme qu'en mépris profond et qu'en absence de morale.

CONTRIBUTION DE OLEG NESTERENKO*

Le mépris et l'immoralité, jumelés à une profonde hypocrisie, devenus des normes dans le monde politique actuel – on les retrouve pleinement aujourd'hui dans le cadre de l'une des plus importantes machinations de la dernière décennie organisée par les décideurs du monde Occidental : « l'Initiative pour le transport sécuritaire des céréales et des aliments à partir des ports ukrainiens », plus communément connue comme « l'Initiative céréalière de la mer Noire » ou « l'Accord céréalière ».

Afin de comprendre la réalité et d'avoir une vision claire de « l'Accord céréalière » en question, voyons les éléments, d'une part, visibles et largement diffusés auprès de l'opinion publique mondiale et, d'autre part, ceux soigneusement dissimulés, car en totale opposition avec la partie visible de l'iceberg : les véritables répercussions préméditées des sanctions occidentales antirusse vis-à-vis du marché mondial des céréales, légumineuses et engrais agricoles ; le rôle réel des céréales

ukrainiennes et russes sur la scène internationale ; les réels rapports ukraïno-occidentaux dans le cadre de « l'Accord céréalière » et le rôle-clé sous-jacent des grands groupes occidentaux.

Le rappel des faits

Dès le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine (terme emprunté par les Russes aux Américains qui l'utilisent depuis des décennies), le 24 février 2022, les côtes ukrainiennes de la mer Noire sont devenues la zone des hostilités, empêchant ainsi le bon déroulement des exportations par voie maritime des denrées alimentaires ukrainiennes. Craignant le débarquement des Russes, l'Ukraine a miné ses eaux côtières, rendant ainsi la circulation maritime impossible.

Le monde occidental américano-centrique s'est immédiatement « révolté », accusant la Fédération de Russie de vouloir provoquer la famine à l'échelle mondiale, en prenant en otage les pays les plus pauvres, vu que l'Ukraine est considérée comme l'un des principaux exportateurs de céréales au monde. Charles Michel, le président du Conseil européen, a parfaitement résumé la position occidentale dans sa déclaration datant de début juin 2022 : « La Russie est la seule responsable de cette crise alimentaire ! ».

En ne négligeant pas le rôle de l'Ukraine vis-à-vis du marché céréalière mondial, dont le pays, notamment, est le principal fournisseur de blé au Liban, à hauteur de 80%, et afin d'assurer la continuation des exportations de denrées alimentaires ukrainiennes, le 22 juillet 2022, la Russie a pris des engagements vis-à-vis de l'ouverture et de la sécurisation d'un couloir maritime dans la mer Noire, ouvert pour l'Ukraine sous le contrôle conjoint de la Turquie et de l'ONU qui devaient assurer sa non

utilisation par l'Ukraine à des fins militaires.

Un an après, le 18 juillet 2023, la Russie a stoppé sa participation dans « l'Initiative céréalière de la mer Noire » d'une manière unilatérale et les exportations céréalières ukrainiennes via la mer Noire ont pris fin.

L'indignation du monde Occidental

Le jour même, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne a condamné la décision de Moscou : « Je condamne fermement la décision cynique de la Russie de mettre fin à l'initiative céréalière de la mer Noire, malgré les efforts des Nations unies et de la Turquie. L'UE s'efforce de garantir la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la planète ».

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield s'indigne : « La Russie joue à des jeux politiques [...] et prend l'humanité en otage » et condamne « acte de cruauté ». De son côté, Jake Sullivan, conseiller du président Joe Biden, déclare : « La Russie a tourné le dos à la fourniture aux pays du Sud, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie la nourriture indispensable à des prix abordables ». Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken qualifie d'immoral le retrait de la Russie de l'initiative de la mer Noire. À son avis, tous les pays du monde devraient voir que la Russie est « responsable du refus de nourriture aux personnes qui en ont désespérément besoin dans le monde entier ».

Le porte-parole de Rishi Sunak, premier ministre britannique, annonce : « si la Russie ne renouvelle pas l'accord, elle privera des millions de personnes d'un accès vital aux céréales ». Hanke Bruins Slot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, condamne à son tour : « Utiliser la nourriture comme arme (contre



les pays pauvres) » est « immoral ». La porte-parole adjointe du gouvernement allemand, Christiane Hoffmann a appelé Moscou à « ne pas faire supporter les conséquences de ce conflit par les plus pauvres de la planète ».

Le président français, Emmanuel Macron, déclare que Poutine a commis « une énorme erreur » et que « nous voyons très clairement que la Russie a décidé (...) d'affamer des pays déjà en difficulté (...) la Russie doit cesser son chantage sur la sécurité alimentaire mondiale ».

Le portugais Antonio Guterres, Patron actuel de l'ONU, annonce de son côté : « Des centaines de millions de personnes ont besoin de nourriture et de médicaments. Ils vont en payer le prix ».

Guère besoin de rajouter d'autres citations pleines de nobles motivations et d'indig-

nations venues du fond des âmes révoltées des responsables politiques occidentaux : la liste est très longue et parfaitement unanime dans sa condamnation de « la barbarie de la Russie qui a décidé d'affamer la planète ».

Après avoir contemplé en détail les déclarations de ceux qui se déclarent faire partie du « camp du bien face au mal », voyons en détail la réalité. La réalité qui est à l'opposé des déclarations et qui démontre sans équivoque que l'intégralité des indignations évoquées n'est qu'une forme de dégénérescence morale et de cynisme jumelés à une profonde hypocrisie.

Les termes de « l'Accord céréalière »

En parlant de « l'Accord céréalière », de quoi s'agit-il

exactement ? Cet accord était le produit d'une négociation quadripartite sur les exportations de céréales et autres produits agricoles ukrainiens depuis les trois ports de la mer Noire : d'Odessa, de Tchernomorsk et de Ioujniy. Négociation, suivie d'une signature du document en deux volets, le 22 juillet 2022, d'une part, par la Russie, la Turquie et les représentants de l'ONU et, d'autre part, par l'Ukraine, la Turquie et l'ONU.

Comme mentionné auparavant, la Russie s'est engagée à ouvrir un couloir maritime sécurisé permettant le passage des navires marchands entre lesdits ports ukrainiens et le détroit du Bosphore en Turquie. De l'autre côté, les représentants de l'ONU, de la Turquie et de la Russie s'engagent à inspecter les navires transportant des céréales et à

garantir qu'ils ne transportent pas de munitions ni d'armes à destination de l'Ukraine. Cela étant, les éléments énumérés ne sont que la première partie de l'accord signé. Il existe également, en contrepartie, le deuxième volet de l'accord : « le Protocole d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'ONU sur la promotion des produits alimentaires et des engrais russes sur les marchés mondiaux » – un mémorandum signé pour une durée de 3 ans entre la Russie et l'ONU qui prévoit l'engagement de l'ONU dans le processus de suppression des entraves mises en place par l'Occident collectif vis-à-vis des exportations de produits alimentaires, dont les céréales, et les engrais russes. Cette seconde partie de l'accord concerne donc les intérêts russes et est constituée de 5

exigences de Moscou qui ont reçu une approbation tacite de principe des parties directement concernées, mais non-signataires durant la négociation qui a eu lieu.

Quelles sont ces exigences ?

1. La reconexion de la banque russe Rosselkhozbank au SWIFT.
2. Le déblocage des avoirs et des comptes tenus à l'étranger des entreprises russes liées à la production et au transport de produits alimentaires et d'engrais.
3. La suppression des restrictions vis-à-vis de l'exportation vers la Russie des machines agricoles et pièces détachées.
4. La restauration et la remise en service du pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa.
5. La levée des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires marchands russes, ainsi que la levée de l'interdiction de leur accès aux ports maritimes.

La condition sine qua non de la poursuite de la réalisation de l'accord par le signataire russe était l'exécution de l'intégralité de ces points : non seulement ceux de la première partie qui est en faveur de l'Ukraine, lui apportant des revenus directement investis dans la guerre contre la Russie, mais également de la seconde partie qui est au bénéfice de Moscou.

La signification des exigences russes

Voyons les détails des cinq exigences russes et, surtout, leur réelle signification.

1. La reconexion de la banque russe Rosselkhozbank au SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) signifierait la levée, au moins partielle, des sanctions contre la banque russe Rosselkhozbank – la banque clé dans le cadre des transactions financières au niveau des exportations russes du secteur agroalimentaire.

En privant l'intégralité des banques russes de l'accès au SWIFT, c'est bien d'une manière délibérée que l'Occident collectif a mis en place, de ce fait, des restrictions qui priveraient automatiquement une partie du monde des céréales et engrais agricoles de la production russe et dont plusieurs dizaines de millions de personnes sur la planète en dépendent directement. Les transactions interbancaires rendus impossibles ce sont les paiements aux Russes et donc les achats par les intéressés qui sont devenus impossibles.

2. Le blocage des avoirs et des comptes tenus à l'étranger des entreprises russes liées à la production et au transport des produits alimentaires et des engrais agricoles était une mesure non seulement pour empêcher les transactions d'achat et vente de céréales et de fertilisants russes, ainsi que leur transport vers les pays-acheteurs, mais également pour mettre une grave entrave au développement futur du secteur agricole et à la production des engrais en Russie : les fonds importants confiés par les entreprises russes des secteurs concernés à des banques occidentales ont été spoliés.

En cas de réussite de cette initiative, le résultat direct espéré par le camp « atlantiste » devait être néfaste pour le secteur agricole et l'industrie des engrais russes, soit une importante récession des secteurs en question et une réduction considérable de la production et donc des exportations à l'avenir. Le fait que les pays-acheteurs traditionnels qui en dépendent directement serait mis dans une grave pénurie non pas ponctuelle pour les années de guerre, mais à très long terme, n'a pas été considéré par les décideurs occidentaux digne d'attention.





■■■

3. Pendant les trois dernières décennies la Fédération de Russie était un grand acheteur de machines et d'équipements agricoles de fabrication occidentale. Ainsi, une réelle dépendance vis-à-vis des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement des appareils occidentaux acquis a été instaurée.

L'objectif direct du blocage des ventes des pièces de rechange est la mise maximale hors état de service des machines et du matériel agricole vendus aux russes et, ainsi, la diminution maximale des récoltes russes avec les conséquences ultimes néfastes déjà mentionnées.

Il s'est avéré factuel pour les acteurs économiques du monde non-occidental : il est devenu dangereux de travailler avec les entreprises occidentales au risque de connaître de graves problèmes vis-à-vis des chantages économiques et commerciaux orchestrés en permanence par des élites « atlantistes » qui détruisent, par la même occasion, la réputation des acteurs économiques occidentaux qui ont, par le passé, été considérés comme fiables. La Fédération de Russie, comme le reste du monde, tire les conclusions et prend ses dispositions pour l'avenir. Depuis plus d'un an les Russes ont enclenché le processus de substitution du matériel « toxique » (de même que pour d'autres secteurs, dont aéronautique), néanmoins, étant pris au piège, il s'est avéré nécessaire de forcer l'adversaire à faire des concessions pour minimiser les retombées négatives sur le secteur agricole. La suppression des restrictions vis-à-vis de l'exporta-

tion vers la Russie des machines agricoles et, surtout, des pièces détachées était donc incluse dans les exigences russes dans le cadre de « l'Accord céréalier ».

4. En ce qui concerne le pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa (Russie-Ukraine). Dès le début de l'opération militaire russe, le transit d'ammoniac via ce pipeline stratégique d'une longueur totale de 2417km, construit de 1975 à 1981 – le plus long pipeline d'ammoniac au monde – a été stoppé par l'initiative ukrainienne.

Le 16 septembre 2022, le président ukrainien Vladimir Zelensky a posé ses conditions de rétablissement de l'acheminement d'ammoniac russe : un échange de prisonniers selon la formule « tous contre tous ». Malgré le plus important échange de prisonniers de guerre dans le conflit en cours qui a suivi, le 22 septembre 2022 (Kiev a reçu 215 de ses combattants, dont les membres des bataillons ultranationalistes et néonazis) – la reprise du transport d'ammoniac via le pipeline n'a jamais eu lieu. La déclaration du président Zelensky précédant l'échange de prisonniers était, tout simplement, mensongère.

Huit mois plus tard, le 5 juin 2023, les forces armées ukrainiennes ont fait exploser plusieurs sections du pipeline se situant dans la région de Kharkov. Selon les spécialistes, les réparations des dégâts causés à l'infrastructure prendront de 30 à 90 jours, sous condition de la sécurisation de la zone des travaux. Ainsi, Kiev a pris ses dispositions pour la non remise en service immédiat en cas d'une obligation de l'engagement politique future dans ce sens.

Quelle est l'importance de ce

pipeline ? L'importance de cette infrastructure est d'ordre stratégique pour le marché international des fertilisants et ne peut être sous-estimée en tant qu'outil de la lutte contre la faim à l'échelle mondiale. Avec sa capacité de transport allant jusqu'à 2,52 millions de tonnes d'ammoniac par an, les engrais agricoles produits avec sont en mesure de faire pousser des cultures en quantité suffisante pour nourrir près de 45 millions de personnes par an, sans le recours à des importations alimentaires.

Si avant l'explosion du pipeline, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a fait des déclarations sur l'importance de sa préservation et de la continuation de son fonctionnement – depuis son sabotage l'ONU reste silencieuse au sujet de sa restauration. Ce silence pourrait paraître étonnant, mais il ne l'est pas : tout au long des dernières années il a été démontré à maintes reprises que les fonctions-clés dans l'administration de l'Organisation des Nations Unies sont occupées par des personnes soumises à la volonté du camp occidental américano-centrique, dont Antonio Guterres lui-même fait partie.

5. La dernière exigence russe est la levée des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires marchands russes, ainsi que la levée de l'interdiction de leur accès aux ports maritimes soumis aux sanctions.

Il faut rappeler que ce n'est pas une simple possession de navires marchands qui permet de réaliser le transport maritime de marchandises (cargos), mais toute une série d'éléments-clés interdépendants, dont l'assurance maritime. Et,

d'une manière traditionnelle, ce sont les entreprises occidentales qui dominent ce marché (dont le montant global du marché mondial a atteint 35,8 milliards USD en termes de primes d'assurances en 2022). De même que pour les banques russes qui ont été privées de l'accès au SWIFT, les navires marchands sous pavillon russe ont vu s'interdire les assurances, dont ils bénéficiaient auparavant, ce qui est une grave entrave directe à l'exportation des céréales et engrais agricoles russes.

Malheureusement pour l'initiative morbide des décideurs de l'Occident américano-centrique, la Russie contourne très efficacement les sanctions illégales selon le droit international, en utilisant ce que les occidentaux appellent la flotte « grey » et « dark » (création d'entreprises internationales du secteur maritime hors Russie, principalement au Panama, Libéria et Iles Marshall ; l'acquisition de navires sous anonymat, ...).

En ce qui concerne la levée de l'interdiction de l'accès des navires russe aux ports maritimes occidentaux, ce n'est pas vraiment le rétablissement du commerce russo-occidental que vise la Russie dans ses exigences, mais le déblocage et le départ des navires russes illégalement immobilisés dans les ports occidentaux.

A suivre

**Président du CCIE (www.ccie.eu)*

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris ; spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)

SETIF

L'orientation vers l'agriculture saharienne est un choix stratégique



La stratégie future du secteur agricole repose sur la transformation de la carte agricole générale et l'orientation vers l'agriculture saharienne par l'implication du Sud dans la production agricole en tant que choix stratégique, a affirmé à Sétif le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Hamid Bensaâd.

Présidant l'ouverture d'une journée d'étude sur "la protection et le développement des filières animalières contre l'impact des risques agricoles sur la filière lait" tenue à la coopérative agricole polyvalentes d'Ain Lahdjar, le même responsable a estimé que "face aux changements climatiques affrontés par le pays, il est devenu impératif de

s'orienter vers une nouvelle stratégie pour obtenir les résultats souhaités".

"L'objectif actuel est de mettre en valeur plus d'un million hectares au Sud qui seront réservés aux gros investissements dans les cultures stratégiques, l'extension des cultures et l'élevage surtout que plusieurs investisseurs dont des étrangers ont déposé des dossiers d'élevage intensif dans le Sahara", a ajouté l'intervenant.

Il a, par ailleurs, souligné que "le transfert de l'agriculture vers le Sud (sans pour autant renoncer au Nord) reposera sur des garanties dont la disponibilité de l'eau, de l'énergie et de la volonté des investisseurs".

Le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture a relevé qu' "investir aujourd'hui dans le Sud n'est pas un rêve puisqu'il existe effectivement au Sud des zones productives dont la wilaya d'Adrar devenue leader dans la production des céréales, des légumes et des oléagineux." De son côté, le directeur général de la Caisse nationale de la mutualité agricole

(CNMA), chérif Benhabylès, a indiqué que "les changements climatiques et catastrophes qui en découlent impactent grandement la filière lait par le manque de fourrages, leur qualité médiocre et l'apparition de maladies entraînant la régression des cheptels, le recul des revenus des agriculteurs et l'abandon de leurs activités." M. Benhabylès a fait savoir que "la CNMA œuvre constamment à proposer des services adaptés aux nouveaux besoins et est constamment disposé à accompagner le développement agricole et l'ensemble des filières de ce secteur stratégique".

Cette journée d'étude a regroupé "150 participants dont des experts en élevage bovin et la filière lait, des représentants du secteur agricole, des laitières et de la confédération des industriels et producteurs algériens et des éleveurs de neuf wilayas pour débattre de l'impact des changements climatiques et des opportunités de développement des filières animalières", selon les organisateurs.

CONSTANTINE

12 projets de développement pour la commune de Ain Smara

"La commune de Ain Smara (Constantine) a bénéficié récemment d'un programme comprenant 12 opérations de développement", a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Le programme consacré à cette collectivité locale située à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya est financé dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

"Il porte sur la réalisation de plusieurs opérations de développement de proximité et touche notamment le renforcement et la modernisation de l'éclairage public, l'aménagement urbain et la mise à niveau de routes", a-t-on fait savoir.

La même source a mis l'accent sur

l'importance de ce programme dans la modernisation de cette commune forte de près de 50.000 habitants.

Il s'agit entre autres, a détaillé la même source, "d'une opération de remplacement de l'éclairage public par un éclairage économique de type Led à travers notamment les boulevards principaux de la commune, la réalisation de l'éclairage public au boulevard Marmi Rabah, le renforcement de l'éclairage public depuis le rond-point de H'richa Amar jusqu'au lotissement Belkerfa, la réalisation de l'éclairage public de la route reliant le chemin de wilaya CW 101 au village agricole de la localité Bouchebaâ en plus du lancement de travaux de revêtement des routes à

travers plusieurs quartiers d'Ain Smara." Ce programme a été financé à hauteur de 550 millions de dinars, a-t-on précisé, soulignant que "des instructions fermes ont été données par le wali, Abdelkhalek Sayouda à l'effet de lancer toutes les opérations incluses dans le cadre de ce programme en vue de réceptionner le maximum de travaux avant la fin de l'année en cours (2023)".

Selon la même source, "plus de 50% de ce programme est déjà en cours de réalisation, en attendant le lancement des autres opérations dans les meilleurs délais, dès l'achèvement des procédures techniques et administratives nécessaires."

BOUMÉRDÈS

Signature de 8 conventions entre l'UGTA et son homologue sahraoui

Huit conventions de coopération et de partenariat ont été signées, à l'université " M'hamed Bougara" de Boumerdes, entre l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), à travers ses fédérations syndicales affiliées, et leurs homologues affiliés à l'Union générale des travailleurs de Sakia El Hamra et Oued Eddahab.

Ces accords ont été signés lors de la cérémonie de clôture de la semaine de solidarité syndicale algéro-sahraouie organisée, durant cinq jours à la faculté de Droit et des sciences politiques de l'université de Boumerdes, sous la direction du représentant de l'UGTA, Ferhat Chaikh, et du SG de l'Union générale des travailleurs de Sakia El Hamra et Oued Eddahab, Salama El-Bachir.

Ces accords ouvrent de larges perspectives de coopération entre les deux syndicats et leurs sections affiliées (Fédérations) dans les domaines de la formation et de l'échange d'expertise, d'expériences, d'informations, de visites et de l'organisation de l'action syndicale et son développement dans divers domaines.

La première journée de la manifestation avait vu la signature d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'UGTA et l'Union générale des travailleurs de Sakia El Hamra et Oued Eddahab, en présence des responsables des deux syndicats.

Les conventions ont été signées au cours de la cérémonie de clôture entre les Fédérations de l'éducation et des travailleurs de la formation professionnelle des deux parties et le syndicat algérien de la santé avec le syndicat des médecins sahraouis.

Un 4^e accord a été signé entre les Fédérations des travailleurs des mines et des ingénieurs, alors que le 5^e l'a été entre le Syndicat algérien des industries agro-alimentaires et le Syndicat des agriculteurs sahraouis. La 6^e convention a été signée entre la Fédération algérienne de l'information et de la communication et l'Union des journalistes et professionnels des médias sahraouis.

Les 7^e et 8^e accords ont été, respectivement, signés entre la Fédération des travailleurs du tourisme de l'UGTA et l'Union des artisans sahraouis, et la commission de la femme travailleuse de l'UGTA et son homologue de l'Union des femmes travailleuses sahraouies.

Masques et gants, fausse bonne idée contre le coronavirus

Face à la propagation du coronavirus, masques et gants sont presque devenus tendance, "juste au cas où". Mais pour la population générale, les porter n'est pas forcément efficace, et peut même favoriser la contamination, mettent en garde des experts.

À Paris, juste avant l'entrée en vigueur d'un confinement sans précédent, il était facile de croiser sur les trottoirs des porteurs de masque, simple masque chirurgical ou masque à haut niveau de protection dits FFP2. Pourtant les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé sont claires : le plus important est de se laver les mains, d'éviter de se toucher le visage et de garder ses distances. Il faut porter un masque si on est malade ou quand on s'occupe d'une personne présumée infectée par le coronavirus.

"Porter un masque peut vous empêcher de transmettre la maladie à quelqu'un d'autre", soulignait récemment le docteur Mike Ryan, directeur des programmes d'urgence de l'organi-



sation onusienne. Mais "il y a des limites quant à la capacité du masque à vous protéger d'une contamination", ajoutait-il, assurant toutefois "ne pas critiquer ceux qui portent des masques".

Les consignes sont d'autant plus importantes que ces objets de prévention sont nécessaires au personnel de santé et que l'OMS, qui estime qu'il faudrait 89 millions de masques par

mois dans la lutte contre le Covid-19, a alerté contre un "rapide épuisement" des équipements de protection au niveau mondial.

"Faux sentiment de sécurité"

Une mère de famille, qui préfère ne pas donner son nom, reconnaît avoir eu son masque par "la mère d'une amie qui travaille dans un hôpital",

alors que certains soignants se plaignent de ne pas pouvoir en obtenir.

Au delà de pénaliser médecins ou infirmiers en première ligne dans la lutte contre l'épidémie, porter un masque peut avoir un effet contre-productif car les règles d'utilisation et d'élimination sont strictes : se laver les mains avant, l'installer sur le visage sans que l'air ne puisse passer, ne pas toucher le masque une fois qu'il est en place ou se laver les mains tout de suite si c'est le cas...

Mais les gens sont tout le temps en train de manipuler leur masque (...) et c'est potentiellement en le manipulant qu'on se contamine, puisque par hasard si on a croisé le virus, il y a du virus sur le masque.

Le virus ne se transmet pas par la peau, mais quand la main (ou le gant) transfère des gouttelettes infectées jusqu'au nez ou à la bouche.

Or selon une étude publiée en 2015 dans la revue *American Journal of Infection Control*, on se toucherait le visage une vingtaine de fois chaque heure. En plus, "porter des gants peut donner aux gens un faux sentiment de sécurité", insiste le Dr Adalja, notant que les gants d'hôpitaux, pas destinés à une utilisation dans la vie quotidienne, peuvent se déchirer.

GASTRO-ENTÉRITE

Que faut-il manger ?

Chaque hiver, l'épidémie de gastro est au rendez-vous. Pendant cette épreuve, il est difficile de s'alimenter correctement, en raison des diarrhées et des vomissements. Une alimentation adaptée peut pourtant vous aider à limiter la durée des symptômes et à reconstruire votre flore intestinale. Nos conseils.

La gastro-entérite est une infection du système digestif. Elle entraîne de nombreux symptômes comme la nausée, les vomissements, les crampes abdominales ou encore la diarrhée. Certains aliments et boissons aident le corps à se remettre plus vite de cette épreuve. Pour soigner une gastro-entérite, il existe plusieurs solutions : la prise de solutés de réhydratation orale (SRO) pour éviter la déshydratation, une bonne hydratation (boire souvent et par petites quantités), réduire l'intensité et la durée de la diarrhée (ralentisseurs du transit intestinal, adsorbants/protecteurs intestinaux...) et une approche diététique. Face à la gastro, l'alimentation est capitale. Découvrez les principales recommandations.

Les vomissements et les diarrhées entraînent une perte d'eau et de sels minéraux. Pour la compenser et éviter la déshydratation, il faut boire beaucoup, au moins 2 litres de boisson par jour (eau plate riche en sodium, bouillon de légumes salé, tisanes



sucrées...). Vous pouvez ajouter un peu de sucre dans l'eau, particulièrement pour les enfants, ou boire des boissons sucrées comme des sodas à condition de remuer suffisamment longtemps pour supprimer tout le gaz. Évitez les boissons gazeuses qui peuvent favoriser les ballonnements, les jus de fruits, et bien sûr les boissons alcoolisées qui favorisent la déshydratation.

Les premiers jours, il est souvent difficile de manger correctement mais essayez toujours de manger un peu.

Au fur et à mesure que le transit se calme, il est important de reprendre une alimentation diversifiée. Et, dès que l'on commence à s'alimenter un peu plus, il est recommandé de faire plusieurs petits repas au cours de la journée.

Les aliments à privilégier

Lorsque vous avez la gastro, privilégiez les aliments qui vont ralentir le transit et restaurer la flore :

*Des féculents (riz bien cuit, pâtes

blanches...);

*Du poisson maigre cuit à l'eau ou à la vapeur de préférence ;

*De la viande maigre, grillée de préférence, ou du jambon, du poulet... ;

*Des carottes cuites (surtout pas crues) ;

*Des fromages à pâte cuite ;

*Du yaourt au bifidus (probiotiques);

*Des pommes râpées ou en compote ;

*De la banane bien mûre ;

*Des biscottes tartinées de miel ou de gelée de fruits.

Il faut éviter de consommer des aliments riches en fibres qui vont stimuler le transit intestinal. Il vaut mieux aussi éviter de consommer des aliments trop gras. Évitez donc :

*Les féculents complets (pain complet, riz complet...);

*Les légumineuses (haricots secs, lentilles...);

*Les fruits frais (à l'exception de la banane), préférez des gelées, confitures, compotes ;

*Les légumes verts ;

*Les fruits et légumes crus de manière générale ;

*Les fritures ;

*Les plats épicés.

Évitez tous les excès dans les trois jours suivant l'épisode de gastro-entérite. Une fois que les symptômes digestifs se calment, reprenez progressivement votre alimentation habituelle.

POLOGNE

Début des élections législatives

Les bureaux de vote ont ouvert en Pologne hier matin pour un scrutin législatif considéré comme crucial pour l'avenir du pays et dont l'issue dépendra des petits partis nécessaires pour former une coalition.

Selon les sondages, le parti populiste Droit et Justice (PiS, au pouvoir) obtiendrait le plus grand nombre de voix. Mais il risque d'avoir du mal à former une coalition gouvernementale, ouvrant la voie à l'opposition menée par l'ancien chef du Conseil européen, Donald Tusk. Les bureaux de vote dans le pays ferment à 19H00 GMT. Et les sondages à la sortie des urnes sont attendus immédiatement après et les résultats définitifs lundi. La Pologne compte 29 millions d'électeurs, dont plus d'un demi-million d'inscrits à l'étranger.

Des élections à fort enjeu dans un contexte de polarisation

Les Polonais votent dimanche dans le cadre d'élections législatives dont le parti nationaliste Droit et Justice (PiS) espère qu'elles lui permettront d'obtenir un troisième mandat, tandis que l'opposition craint qu'elles ne mettent le pays sur la voie d'une sortie de l'Union européenne.

Les sondages d'opinion suggèrent que



le PiS arrivera en tête, mais pourrait perdre sa majorité, alors que le mécontentement s'intensifie à propos de son bilan démocratique, qui a coûté à la Pologne des milliards d'euros d'aide de l'UE, et des inquiétudes concernant les droits des femmes et le coût de la vie.

Alors que la guerre fait rage dans l'Ukraine voisine et qu'une crise des migrants se profile, l'UE et Washington surveillent de près le scrutin, bien que le PiS et son opposition traditionnelle soutiennent le rôle clé de la Pologne, membre de l'Otan,

dans l'apport d'un soutien militaire et logistique à Kiev.

Le PiS a présenté l'élection comme un choix entre la sécurité face à une migration sans entrave, que ses opposants soutiennent, et une occidentalisation rampante qu'il considère comme contraire au caractère catholique de la Pologne.

« Cette élection montrera si la Pologne sera gouvernée par les Polonais, ou par Berlin ou Bruxelles », a déclaré Jaroslaw Kaczynski, chef de file du PiS, à ses partisans lors du dernier rassemblement de campagne

du parti vendredi. « Ce qui sera gagnant, c'est une bonne gouvernance patriotique (...) pas les cris et la haine qui remplissent les médias et qui affectent les esprits les plus faibles », a-t-il déclaré à Skarzysko Kamienna, une ville du sud-est de la Pologne.

Le PiS rejette ces accusations et ne veut pas quitter l'UE. Le parti affirme que ses réformes visent à rendre le pays et son économie plus équitables tout en supprimant les derniers vestiges du communisme. Il a construit son soutien sur des aides sociales généreuses, et affirme que les partis rivaux y mettront fin.

Son principal rival, la Coalition civique (KO), dirigée par l'ancien président du Conseil européen Donald Tusk, a fait campagne en promettant d'annuler les réformes du PiS, de demander des comptes à ses dirigeants et de résoudre les conflits avec Bruxelles au sujet du régime démocratique. Donald Tusk affirme que son parti maintiendra les aides sociales.

« Nous avons besoin de changement si vous tenez à ce que les valeurs fondamentales telles que la confiance, la responsabilité et la tolérance dominent à nouveau la vie publique », a déclaré Rafal Trzaskowski, maire de Varsovie et membre de l'OC, aux électeurs vendredi à Kalisz, dans le centre de la Pologne.

R. I. / Agences

AUSTRALIE

Colère et amertume des Aborigènes après l'échec du référendum

Les Aborigènes d'Australie ont exprimé leur colère et leur amertume dimanche, après le rejet par la majorité blanche du pays d'une réforme qui proposait de reconnaître les populations autochtones dans la Constitution et de leur donner plus de droits.

Des chefs aborigènes ont appelé à « une semaine de silence » pour faire le deuil de l'échec du référendum, alors que le Premier ministre Antony Albanese a appelé la nation divisée à s'apaiser « dans un esprit d'unité ».

Avec plus de 70% des bulletins dépouillés dimanche matin, il ressort que 60% des Australiens ont voté « non » à la question de savoir si la Constitution de 1901 devait être modifiée pour reconnaître les premiers habitants du pays.

Le projet prévoyait aussi de créer un conseil consultatif – surnommé « La Voix » – auprès du Parlement et du gouvernement pour émettre des avis sur les lois et les politiques publiques qui affectent les populations autoch-

tones. Aborigènes et insulaires du détroit de Torres, représentent 984.000 personnes, soit 3,8% de la population australienne. Selon un groupe d'associations de défense des Aborigènes, des millions d'électeurs australiens ont négligé l'opportunité de réparer la « dépossession brutale » de leur peuple. « Maintenant le temps est venu du silence, de faire le deuil et de réfléchir profondément aux conséquences de ce résultat ».

R. I. / Agences

DESTITUTION DU PRÉSIDENT LOURENÇO

Le Parlement angolais rejette la procédure

Le Parlement angolais a rejeté samedi une proposition visant à créer un comité ad hoc pour la destitution du président Joao Lourenço.

La proposition, présentée par 90 députés de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le plus grand parti d'opposition du pays qui avait été dirigé par Jonas Savimbi, a été rejetée par 123 voix contre et une abstention, selon un communiqué du Parlement.

Antonio Paulo, vice-président de la Commission des affaires constitutionnelles et juridiques du Parlement, a déclaré que le processus de destitution nécessitait le soutien d'une majorité absolue. Jeudi, l'UNITA a soumis au Parlement un document demandant la destitution de M. Lourenço, arguant que le président avait entre autres gravement violé la Constitution et attaqué l'Etat de droit démocratique. M. Lourenço effectue son deuxième man-

dat suite à la victoire de son parti, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), aux élections générales de 2022. Selon la presse locale, le président ne peut être destitué que pour des crimes tels que la trahison, l'espionnage, la corruption, le détournement de fonds ou l'incapacité permanente à exercer ses fonctions, citant l'article 129 de la Constitution de l'Angola.

R. I. / Agences

MALI

Le gouvernement confirme vouloir le retrait de la mission ONU d'ici fin décembre

Le gouvernement malien a confirmé vouloir voir la mission de l'ONU quitter le pays d'ici fin décembre, alors que les Nations unies se sont inquiétées des risques de retard de ce retrait qui exacerbent les tensions dans le nord. Le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, a publié samedi soir sur les réseaux sociaux une vidéo de propos tenu vendredi lors d'une rencontre avec le corps à Bamako.

Il a souligné « l'importance que le gouvernement attache au respect du calendrier de retrait du 31 décembre 2023 ». « Le gouvernement n'envisage pas d'extension de ce délai. Donc tout doit être fait pour que le travail de la Minusma puisse être clôturé au 31 décembre », a-t-il ajouté. L'ONU avait exprimé samedi sa souffrance devant l'escalade militaire dans le nord du Mali et les difficultés causées selon elle par les militaires au pouvoir au retrait en cours de la Minusma. Ces entraves sont susceptibles de remettre en question le calendrier de départ des Casques bleus, a souligné l'ONU.

R. I. / Agences

FOOT/CAN-2023:

WALID SADI : "Nous avons hérité d'un groupe piège"

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Walid Sadi, a déclaré samedi que l'équipe nationale avait hérité d'un "groupe piège" à la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier - 11 février), tout en prévenant contre tout excès de confiance.

"Nous avons hérité d'un groupe piège, toutes les équipes se valent et vont bien se préparer pour le tournoi. Nous allons gérer match par match. Au premier tour, nous aurons trois finales à disputer. Nous devons éviter les erreurs du passé comme ce fut le cas à la CAN-2022 au Cameroun", a affirmé à l'APS le premier responsable de la FAF.

L'Algérie, dont il s'agit de la 20e participation, évoluera dans le groupe D en compagnie du Burkina Faso, de la Mauritanie, et de l'Angola.

Les "Verts" entameront la compétition le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00), avant de défier le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00), puis la Mauritanie le mardi 23 janvier toujours à Bouaké (21h00). "Il n'y a plus d'adversaires faciles à la CAN, nous devons rester



vigilants, en abordant nos matchs avec le maximum de concentration. On se souvient tous de ce que la Sierra Leone nous a fait endurer lors du premier match au Cameroun (0-0, ndlr)", a-t-il ajouté.

"La sélection sera dans les meilleures conditions à Bouaké"

Après avoir assisté au tirage au sort de la CAN-2023, effectué jeudi soir au Palais des expositions à Abidjan, le président de la FAF s'est déplacé à Bouaké pour préparer le séjour des "Verts" pendant le tournoi continental. "J'étais agréablement surpris par l'état de la pelouse du stade de la Paix à Bouaké, elle la meilleure du pays,

sur ce point-là je suis soulagé.

Concernant l'hébergement, je me suis rendu à la Cité CAN, construite sous forme de villas, qui devait nous accueillir pendant la compétition, mais nous avons opté pour un plan B, car j'ai estimé que cet hébergement n'offrirait pas une concentration optimale. Alors, nous avons réquisitionné tout un hôtel, pas loin du stade, pour l'ensemble de la délégation algérienne, qui sera mise dans les meilleures conditions."

"Un stage d'acclimatation avant la CAN"

Interrogé sur le programme de préparation pour la CAN 2023, Sadi a

confirmé le déroulement d'un stage d'acclimatation qui sera effectué dans un pays voisin de la Côte d'Ivoire, comme l'a révélé le sélectionneur national Djamel Belmadi lors de sa dernière conférence de presse tenue le dimanche 8 octobre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

"Effectivement, il y aura un stage d'acclimatation dans un pays qui sera désigné plus tard, peut-être en Guinée-équatoriale ou au Ghana, cela va permettre aux joueurs de s'habituer au climat d'autant qu'à cette période de l'année il fera froid en Europe. Nous sommes en pleine discussion pour tout arrêter. Le coach aura un rapport détaillé avant de trancher."

Et d'enchaîner : "Au cours de ce stage, il y aura probablement deux à trois matchs amicaux de préparation dans le cadre d'un tournoi international." L'Algérie s'est qualifiée haut la main pour la CAN-2023, en dominant le groupe F avec 16 points en six matchs devant la Tanzanie (8 pts), également qualifiée, l'Ouganda (7 pts) et le Niger (2 pts).

Les nations qualifiées ont été réparties en six groupes de quatre équipes chacun. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les quatre meilleurs troisièmes se qualifient pour les 8es de finale de cette 34e édition, qui se déroulera dans cinq villes ivoiriennes : Abidjan, Bouaké, Korhogo, Yamoussoukro et San Pedro.

Organisation du 1^{er} stage pour la Licence "CAF Pro" en décembre

Un premier stage pour la licence "CAF Pro" sera programmé le mois de décembre prochain, soit avant la fin de l'année 2023, a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF). "Après une longue attente et de rudes négociations, le président de la FAF Walid Sadi a réussi à décrocher, auprès de Raul Chipenda, le Directeur du Développement de la CAF, un premier stage pour cette

licence dont le premier module sera programmé le mois de décembre, soit avant la fin de l'année 2023", a indiqué la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel. Dans un premier temps, ils seront 25 entraîneurs qui seront concernés pour l'obtention du badge d'entraîneur le plus élevé de la CAF et dont l'équivalence est reconnue à l'échelle mondiale, précise la FAF. Pour rappel, la

Licence CAF Pro est réservée aux entraîneurs qui activent déjà à un niveau professionnel, détenteurs déjà de la Licence CAF A ou d'un diplôme équivalent, et surtout performants sur le terrain. D'autre part, le président de la FAF a profité de sa présence en Côte d'Ivoire, pour la cérémonie de tirage au sort de la CAN- Côte d'Ivoire 2023, pour rencontrer plusieurs responsables de la

Confédération africaine de football, à leur tête le président, Patrice Motsepe, selon la même source. Parmi les dossiers abordés, celui de la formation pour l'obtention de la Licence CAF Pro, récemment lancée par le Développement de la CAF, et considérée comme la qualification la plus élevée dans les structures de formation des entraîneurs.

LIGUE 1 MOBILIS

L'USMA étrille l'USMK (3-0) et relève la tête

L'USM Alger s'est imposée face à l'USM Khenchela (3-0), mi-temps (0-0), en match disputé samedi au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda, pour le compte de la mise à jour de la 2e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football.

Tout s'est joué en seconde période. Benzaza a ouvert le score à la 67e minute avant que Bouziane ne fasse le break deux minutes plus tard (69e). Aït El-Hadj a donné plus d'ampleur à

la victoire des siens dans le temps additionnel (90e+3).

Il s'agit du premier succès pour l'USMA qui met fin à une mauvaise série de deux défaites de rang. En revanche, l'USMK concède son premier revers de la saison, après avoir aligné trois victoires de rang. Le club de Soustara jouera un dernier match de mise à jour le mardi 24 octobre en déplacement face à l'ES Sétif. Vendredi, le CR Belouizdad a renoué

avec la victoire en allant s'imposer chez le nouveau promu l'US Souf (3-0), pour le compte de la mise à jour de la 1re journée. Le Chabab a ouvert le score par Meziane (16e) avant que Bousouf et Benguit ne concrétisent la domination de leur équipe ajoutant deux buts avant la pause respectivement à la 43e et 45e+1 minute.

A la faveur de ce succès, le quadruple champion d'Algérie en titre, qui restait sur une défaite à domicile face à

l'USMK (2-3), s'est hissé à la 7e place en compagnie du CS Constantine et du MCE El-Bayadh avec 6 points chacun. Le club de Laâqouba disputera un dernier match de mise à jour, le mardi 24 octobre en déplacement face au Paradou AC.

En revanche, l'USS retombe dans ses travers lui qui restait sur une victoire remportée en déplacement face à l'autre promu l'ES Ben Aknoun (1-0).

PIRATES DES CARAÏBES : LA VENGEANCE DE SALAZAR



20h05



Le jeune Henry Turner prend une barque en pleine nuit pour retrouver son père, Will, qu'une malédiction retient toujours à bord du navire du Hollandais volant. Neuf ans plus tard, le même Henry, désormais un jeune homme parcourt les mers dans les pires conditions pour tenter de retrouver Jack Sparrow, qui pourrait l'aider à retrouver le trident de Poséidon, capable de libérer son père. Au cours de sa quête, Henry croise le chemin de l'effrayant capitaine Salazar, un mort vivant, lui aussi prêt à tout pour retrouver Jack Sparrow, son ennemi juré.

COMMISSAIRE MAGELLAN



20h09



Après cinq ans d'absence, Emma de Keyster, héritière d'une puissante famille de notables, revient à Saignac à l'occasion du mariage de sa sœur. Mais elle est assassinée et la police retrouve son corps dans les douves du château. Magellan est chargé de l'enquête. Les suspects sont nombreux : la sœur, qui allait épouser l'ex-mari d'Emma, le frère, impliqué dans des divers trafics, et un comptable maître chanteur...

NOIR COMME NEIGE



20h10



Dans les environs de la station de ski Nobleval, le corps de Stephan Wicht, un adolescent de 19 ans, est retrouvé complètement gelé au fond d'un ravin, la main gauche coupée, par Constance Vivier, adjointe au Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne. La main gauche du défunt a été coupée. Pour enquête sur cette mort suspecte, Constance doit faire équipe avec le capitaine Andreas Meyer car la victime est un citoyen suisse. Les deux policiers interrogent tour à tour les parents de Stephan mais également le père de Léa Chesnais, la petite amie du défunt.

LA VÉRITÉ



20h10



Fabienne Dangeville, célèbre comédienne donne chez elle une interview carrière dans le cadre de la promotion de son livre de mémoires qui doit sortir, tiré à 50 000 exemplaires, dans les prochains jours. C'est à ce moment qu'arrive sa fille Lumir, scénariste, son mari Hank, un acteur américain, et leur fille, l'espiègle Charlotte. Le soir venu, Lumir, qui n'a pas pu les épreuves du livre malgré ses demandes, se précipite sur l'objet finalisé, impatiente d'en découvrir le contenu. Elle est extrêmement surprise de ce qu'elle y lit.



LA SELECTION DE MIDI LIBRE

PÉRIL EN LA DEMEURE



19h50



David Aurphet, séduisant professeur de guitare, est recruté pour donner des cours de guitare à Viviane, la fille de Julia et Graham Tombsthay, un couple très aisé. Julia jette vite son dévolu sur David, s'invitant à son domicile pour de brûlantes étreintes. Un soir, David est victime d'une agression. Il ne doit son salut qu'à Daniel Forest, un tueur à gages chargé d'éliminer un homme et récupérer des microfilms. Or sa cible n'est autre que Graham. Peu après, David reçoit par la poste une cassette vidéo sur laquelle il découvre ses ébats avec Julia filmés...

C DANS L'AIR



20h00



Alors que le bilan des attaques du Hamas contre Israël est de plus de 1200 morts, 2800 blessés et des dizaines d'otages et que le gouvernement de Benjamin Netanyahu organise une riposte violente et impose un "siège complet" de la bande de Gaza, "C dans l'air" propose une soirée spéciale pour décrypter cette actualité qui fait craindre que tout le Proche-Orient ne bascule dans le chaos. Membres du gouvernement, anciens diplomates, analystes et experts aident à comprendre cet événement historique et à saisir les répercussions mondiales de ce conflit régional.

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ



20h10



Désireux de trouver leur moitié, les 13 célibataires fermiers de cette saison ont déjà ouvert les courriers enflammés et rencontré leurs prétendants lors des speed datings successifs. De la Nouvelle-Aquitaine à la Côte d'Azur en passant par la Bourgogne ou l'Île de France, l'aventure de ces candidats en quête du grand amour se poursuit et ne les laisse pas insensibles. Qui parmi Roméo, Patrice, David, Christine, Charles, Anaïs, Jean-Paul, Olivier, Clément, Perrine, Julien, Stéphane et Joris trouvera l'âme soeur dans ce périple au long cours ?

CANNES POLICE CRIMINELLE



20h10



Sa sœur Margot et elle étant menacées par les sbires de Julien Boire, Camille rend visite à son père en prison, mais Philippe Delmasse met rapidement fin à leur conversation. Il ne semble plus vouloir se battre. Léo Duval, un célèbre marchand d'armes, fête ses 30 ans au Majestic. Camille et Léa sont chargées de sécuriser la soirée, qui serait menacée par un mystérieux tueur en série surnommé le « Nightshade ». Grâce à son réseau, Harry loue la suite du palace pour Camille afin qu'elle ait une vue imprenable sur les festivités. Léa découvre que Léo va devenir le patron de l'empire Duval.



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Tél : 021.73.71.28 / 021.73.76.78 /
021.74.99.81
Fax : 021.73.95.59
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er}-Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	05:22
Dohr	12:33
Asr	15:44
Maghreb	18:11
Icha	19:34

SALON NORTH STAR 2023 À DUBAÏ

LES STARTUPS ALGÉRIENNES METTENT EN AVANT LEURS PROJETS INNOVANTS

Le Salon international North Star 2023, le plus grand événement de startups au monde, qui a ouvert ses portes hier dimanche à Dubaï, constitue pour les startups algériennes qui prennent part à cette édition une occasion idoine pour mettre en avant leurs avancées en matière d'innovation et de réalisations technologiques, aspirant à lever des fonds et à conquérir de nouveaux marchés internationaux.

Elles sont au total vingt cinq (25) startups représentées par une soixantaine de jeunes entrepreneurs, qui prennent part, pour la première fois, avec le concours d'Algeria Venture, à cette manifestation qui se déroule du 15 au 18 octobre, parallèlement au GITEX Global, (Gulf Information Technology Exhibition), l'un des plus grands événements mondiaux consacrés aux technologies et aux startups.

Déployées au sein du stand algérien d'une superficie de 300 m², ces startups représentées par une soixantaine d'entrepreneurs prennent part à cette manifestation, dédiée à l'intelligence artificielle, avec l'ambition de mettre en avant leurs avancées en matière d'innovation et de progrès technologique en vue de conquérir des marchés internationaux, notamment au Moyen-Orient, en Afrique ainsi qu'en Asie.

Parmi ces startups, figure "B. Link", dirigée par Fouad Boughida et spécialisée dans la conception de plateformes dédiées aux compagnies d'assurances. Cette entreprise, créée il y a trois ans, a réussi à s'imposer sur le marché algérien en développant des plateformes numériques pour cinq grandes compagnies d'assurance offrant des solutions innovantes en la matière. Assurant que son activité s'était développée en Algérie grâce à l'implication de jeunes cadres algériens, M. Boughida assure que "les ingénieurs informaticiens algériens ont désormais la capacité d'aller sur le marché international en vue d'implémenter des



solutions", soulignant que sa participation au salon North Star by Gitex vise à lever des fonds pour lancer une compagnie d'assurance digitale en Algérie. Toujours dans le domaine des services, la start-up "Immotify", plateforme spécialisée dans l'immobilier neuf et fondée par des jeunes universitaires nourrit l'ambition de s'exporter et d'élargir son réseau à l'international. Selon, Amal Si Dehbi, co-fondatrice, la participation à cette manifestation constitue

une occasion pour présenter sa solution de mise en contacts entre promoteurs et acquéreurs de biens immobiliers au marché du Moyen-Orient, de rencontrer des clients potentiels et de nouer des partenariats. De son côté, Nadir Kassoul, directeur commercial et cofondateur de la start-up "Garini" compte promouvoir sa plateforme de gestion de stationnement des véhicules de toutes catégories dans les parkings et aires de stationnements couverts et sécurisés.

Cette start-up, propriétaire d'un parking, a dû développer des process de travail pour aider les gérants de grands parkings et autres sites ayant des aires de stationnements à mieux rentabiliser leurs investissements. "On souhaite être présent dans les marchés de l'Afrique du Nord et dans les grandes métropoles. Nous voudrions découvrir les nouveautés de ce salon international et pouvoir lever des fonds pour financer nos projets", a fait savoir ce jeune entrepreneur. Le stand algérien a vu aussi l'exposition d'un prototype de robot-pompier baptisé "Icosium" réalisé par la startup "BK Fire" permettant d'intervenir pour éteindre des incendies dans des zones difficiles. À ce propos, le manager général de l'entreprise, Khaled Basta, a précisé que sa présence à ce salon visait à chercher des financements en vue de "construire un site industriel en Algérie pour la fabrication de ce robot pompier", affirmant que le North Star attire des investisseurs qui ont les moyens de financer des projets innovants. Ce jeune entrepreneur tient à réaliser son projet en Algérie "en vue de contribuer au développement économique et de préserver ce savoir-faire". Pour sa part, l'entrepreneur Mourad Mechta, représentant deux entreprises, la startup "mytpe.app" et l'entreprise "guidini", veut mettre à profit sa participation à ce salon international pour présenter ses solutions en matière de paiement en ligne sur les sites web et sur les TPE notamment pour les commerces de proximité et établissements touristiques et de formation. "Notre participation au salon nous permettra de prospecter les opportunités existantes sur le marché international et les possibilités de partenariat", a mentionné M. Mechta, tout en soutenant que "les deux compagnies disposent de compétences et de l'expérience requise pour se lancer dans cette perspective."

MATCH AMICAL : ÉGYPTES VS ALGÉRIE AUJOURD'HUI À 17:00 COMME AU BON VIEUX TEMPS

Aujourd'hui à partir de cinq heures du soir, heure de l'Algérienne, l'attention se tournera vers le stade Hazza Bin Zayed aux Emirats Arabes Unis, qui accueille le match amical de l'équipe nationale et de l'Égypte. Après avoir remporté le premier match amical contre l'équipe nationale des Îles du Cap-Vert avec cinq buts contre un but, alors que les les Fenecs cherchent à terminer le mois d'octobre avec une nouvelle victoire contre l'Égypte, à travers laquelle ils confirment leur retour en force.

Ce que belmadi a dit a propos de la rencontre

Le sélectionneur national Djamel Belmadi a déclaré que le match amical contre l'Égypte serait utile pour les deux sélections, et il s'attendait à assister à un grand match. Belmadi a ajouté dans des déclarations à la chaîne égyptienne "on time sport", en marge de la dernière séance d'entraînement des "verts" avant d'affronter l'Égypte " nous n'avons pas joué depuis un moment devant l'équipe nationale égyptienne, qui est un match de derby, si Dieu le veut, ce sera beau et au niveau des aspirations." Le sélection-

neur national a poursuivi: "Nous avons besoin de matches comme celui de l'Égypte, car ils sont forts et caractérisés par une rivalité sportifs.

Lors de la dernière Coupe d'Afrique, nous n'étions pas au niveau, et nous nous préparons pour la prochaine Can dans le but de fournir un meilleur niveau."

Quant à la victoire obtenue lors du match précédent contre le Sénégal, Belmadi a déclaré: "c'était un match amical entre les deux champions d'Afrique lors de deux éditions consécutives, et c'était une revanche pour eux, et nous avons réussi à gagner."

Un trio arbitre émiraties pour dirigé la rencontre

La tâche de gérer le match amical qui réunira les équipes nationales algérienne et égyptienne a été confiée à un staff arbitral émirati.

Le match sera dirigé par l'arbitre principal Yahya Al-Mulla, avec l'aide de Mohammed Ahmed Youssef, du deuxième assistant Hassan Al-Mahri, du quatrième arbitre Ahmed Isa durish, en plus de l'arbitre vidéo Mohammed Obaid Khadim.

FOOT BALL

L'ALGÉRIE ABRITERA TOUS LES MATCHS DE LA SÉLECTION PALESTINIENNE DE FOOTBALL

En application des instructions des plus hautes autorités du pays et sur demande du président de la Fédération palestinienne de football, Jibril Rajoub, l'Algérie annonce quelle va abriter toutes les rencontres officielles et amicales de l'équipe de Palestine, entrant dans le cadre des matchs de préparation pour la Coupe du monde et la Coupe d'Asie 2026 et s'engage à prendre en charge financièrement l'ensemble des dépenses liées à ses préparatifs. Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, annonce également que l'Algérie va accueillir la rencontre officielle devant mettre aux prises la Palestine à l'Australie, le 21 novembre prochain pour le compte des éliminatoires du Mondial 2026.

CONSEIL DES MINISTRES D'importants dossiers sur la table du Président Tebboune



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé hier ce dimanche une réunion du conseil des ministres, rapporte la télévision nationale citant un communiqué de la Présidence de la République.

D'après la même source, cette réunion est dédiée à l'étude du Projet de la loi des finances 2024. Le Chef de l'État écoutera également des exposés concernant les secteurs de l'Intérieur, l'Enseignement Supérieur, l'Agriculture, la Poste et les Télécommunications et les Travaux publics.

AFFAIRE DE L'ASSASSINAT DE DJAMEL BENSMAIL 94 accusés devant le juge

Le procès des 94 accusés, condamnés en première instance à des peines allant jusqu'à la peine capitale, dans l'affaire de l'assassinat du jeune Djamel Bensmail a débuté, hier dimanche au tribunal criminel de Dar El-Beïda (Alger). Le tribunal criminel de première instance de Dar El-Beïda avait condamné, le 24 novembre 2022, 94 individus pour meurtre et lynchage de Djamel Bensmail assassiné en août 2021 à Larbaâ Nath Irathen dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le tribunal avait condamné 49 accusés à la peine capitale, 28 autres accusés à des peines allant de deux (02) à dix (10) ans de prison ferme, et avait acquitté 17 autres. Les condamnés sont accusés d'actes terroristes et subversifs attentatoires à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la stabilité des institutions ainsi qu'à leur fonctionnement normal, en semant la terreur au sein de la population et en créant un climat d'insécurité par l'agression morale et physique contre les personnes, mettant leurs vies et leurs biens en danger. Ils sont également poursuivis pour homicide volontaire avec préméditation, délit d'agression portant atteinte à l'intégrité territoriale et complot pour commettre des délits prévus à l'article 77 du Code pénal.